

Objektyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **30 (1993)**

Heft 1149

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

25 novembre 1993 – n° 1149
Hebdomadaire romand
Trentième-et-unième année

Salariés et consommateurs unis dans la facture

A quoi sert l'impôt, sinon à procurer des ressources à l'Etat, par prélèvement sur le revenu lors de son acquisition (fiscalité directe) ou au moment de son utilisation (taxation de la dépense) ? Une fois donnée cette réponse au premier degré, le débat semble épuisé. Comme si la nécessité de l'impôt, sous ses différentes formes, constituait une si manifeste évidence qu'elle a fini par prendre l'allure d'une véritable fatalité, dont il serait par définition vain de discuter.

Certains font observer que si l'utilité de l'impôt se résume bien à l'alimentation des caisses publiques, elle n'est pas seulement financière. La fiscalité joue aussi un rôle économique, notamment selon le traitement qu'elle réserve à l'épargne et à l'investissement; elle revêt en outre une grande signification sociale, indiquée en particulier par le mode d'assujettissement et le taux de progressivité.

Très vite donc, en matière de fiscalité, la discussion cesse de porter sur les objectifs, pour se concentrer sur les moyens. Au lieu de réfléchir au sens de la contribution demandée aux contribuables, à chaque fois on s'enfonce complaisamment dans d'interminables contestations sur les modalités: taux, tarifs, barèmes et définition des catégories d'assujettis sont effectivement matières à palabres.

S'agissant d'un nouvel impôt, on a droit en prime au rappel des qualités qu'il devrait avoir: équité, bon rendement, non-«fraudabilité», non-«éludabilité», simplicité d'application. Mise à part cette dernière condition, qui ne peut être remplie sans certains aménagements techniques, la TVA passe relativement bien l'examen d'entrée dans la gamme des impôts suisses, parmi lesquels elle devrait bientôt figurer, pour toutes sortes de bonnes raisons déjà citées dans ce journal (DP n° 1147).

Par-delà les appréciations économique (détaxe de l'investissement) et sociale (affectation de 5% du produit de la TVA à titre de compensations), il reste à considérer le mode de taxation lui-même, caractérisé par une double opération de saisie-déduction à chacune des étapes du processus de production et de

commercialisation des biens et des services.

L'avantage majeur de toute imposition indirecte tient au fait qu'elle se fonde sur une constatation, celle d'une dépense effective, et non sur une déclaration, toujours suspecte de subjectivité. La possibilité de frauder ou d'éluder l'impôt n'existe donc pas, du moins pas au stade final: l'acheteur d'un produit ou d'une prestation de service doit payer l'addition — c'est le cas de le dire — dont le montant s'est constitué en amont du consommateur. Lequel ne peut échapper à la taxation qu'en freinant ses dépenses, c'est-à-dire en épargnant.

Aux différents stades préalables à celui du consommateur final, les choses sont moins claires. Notoirement, la sous-facturation et diverses autres pratiques, dont certaines exigent tout un enchaînement de complicités, permettent aux entreprises d'échapper partiellement à la taxation, et, par ricochet, à l'imposition directe sur le bénéficiaire.

Le professeur Firmin Oulès, qui plaide dans un ouvrage posthume en faveur d'un «impôt échelonné et intégré à la consommation des biens et des services» souligne avec insistance la «fraudabilité» de la TVA, en se référant implicitement aux taux français et européens; par leur niveau élevé, ces taux peuvent effectivement rendre la fraude intéressante, à grande échelle en tout cas. En revanche, les taux réduits prévus en Suisse, joints à la bonne moralité persistante des contribuables helvétiques, devraient décourager les fraudeurs potentiels.

N'empêche que les salariés et les consommateurs restent bien les seuls condamnés à l'honnêteté: les premiers doivent déclarer jusqu'au dernier franc du revenu de leur travail, tandis que les seconds passent à la caisse pour toutes les valeurs ajoutées aux marchandises et aux prestations avant qu'ils les achètent. Voilà qui s'appelle l'égalité devant l'impôt, direct ou indirect.

YJ

Firmin Oulès: *Une fiscalité intelligente pour demain.*
Bruxelles, 1993.